

Algérie Sur quelle orientation combattre ?

Une situation financière qui ne s'arrange guère

Après de faux espoirs, le prix du baril du pétrole, qui était passé de 29 à plus de 40 dollars entre janvier et mi-mars dernier, rechute. Comment expliquer cette hausse (très) conjoncturelle ? « La hausse des cours des dernières semaines a été tirée par un appétit pour des actifs plus risqués, après la pause décidée sur le relèvement des taux aux Etats-Unis, ainsi que par des arrêts de production au Nigeria ou en Irak », indique un spécialiste de BNP Paribas cité par les Echos du 5 avril. Il ajoute : « Mais elle s'explique aussi par l'idée que la réunion de Doha allait constituer une première étape vers un retour de la gestion de l'offre par l'Opep. ».

Les pays producteurs, dont l'Algérie, devaient, à l'occasion de cette réunion, s'entendre sur un gel de la production pour tenter de faire remonter les cours. Peine perdue : cette réunion a été une première fois repoussée du 20 mars au 17 avril... alors qu'un « gel de la production » ne semble pas vraiment d'actualité, la production de pétrole n'ayant jamais été aussi importante depuis des décennies (la plus forte en Russie depuis trente ans avec plus de 10 millions de barils par jour, tandis que l'Opep battait son précédent record avec plus de 33 millions de barils par jour)... En réalité, aucun des pays producteurs n'envisage de ralentir sa production, alors que se pose d'abord la question de résorber les stocks accumulés...

Autant dire que « l'embellie » un moment espérée pour fin 2016 est plus que compromise. De toute manière, les plus optimistes des économistes prédisaient une évolution au mieux vers les 40-45 \$/baril, alors qu'il en faudrait 110, selon le FMI, pour « équilibrer les finances » de l'Algérie, autrement dit éviter la faillite ... Les affaires ne s'arrangent pas.

Du coup, l'avenir des réserves de change reste sombre. Elles auraient fondu de plus de 25 % en deux ans, pour même passer sous la barre fixée par le ministre des finances Benkhalfa lors de l'adoption de la Loi des finances 2016 en novembre 2015. Du coup, les déficits public et commercial se creusent, aggravant la baisse des réserves de change, ce qui fait écrire à Liberté du 10 mars : « passer le cap des 6 mois », on est dans l'inconnu... Décidément, les nuages s'accumulent.

La crise se propage au secteur bancaire, menaçant l'économie

Mais la chute du prix du pétrole n'affecte pas seulement les finances du pays. Elle touche aussi la plupart des banques, dont les liquidités fondent rapidement. Le gouverneur de la Banque centrale d'Algérie, Laksaci, déclarait sans ménagement que « les banques commencent réellement à recevoir leur part de choc externe » et qu'il y avait urgence à revenir à « l'injection de liquidités dans l'économie » en vue de financer l'investissement et les PME. C'est donc aussi l'investissement, aussi faible soit-il en Algérie, qui est menacé. D'avance, les discours sur une pseudo-industrialisation sont ruinés (rappelons que l'essentiel des ressources est dû aux exportations des hydrocarbures).

Immédiatement, la Banque d'Algérie a annoncé qu'elle allait procéder dès le mois d'avril au refinancement des banques à travers « l'injection des liquidités », pour la première fois depuis 2001. « La Banque d'Algérie (BA) a élaboré un nouveau dispositif pour encourager l'octroi des crédits à l'investissement à travers le retour au refinancement des banques » (Laksaci devant les députés).

Les Échos du 17 mars donnent aussi l'alarme : « L'Algérie s'enfonce dans la crise. A l'issue d'une mission de quinze jours dans ce pays, le FMI a conseillé un traitement de choc, alors que le déficit budgétaire devrait atteindre 16 % du PIB. (...) »

Pour le FMI, dont une mission « d'experts » a séjourné en Algérie pendant 15 jours en mars dernier, l'Algérie doit entreprendre un « ajustement budgétaire » et « des réformes de grande ampleur », « de vastes réformes économiques » pour résister au choc de la baisse des prix du pétrole. En clair, il faut poursuivre dans la voie ouverte par la loi des Finances 2016. « Le budget 2016 s'inscrit dans une trajectoire de consolidation qui est la bienvenue », ajoutent ces « experts », car il est « un pas décisif sur la voie de l'assainissement budgétaire que l'Algérie a franchi et qu'elle devra maintenir à moyen terme (...) ». Le pouvoir algérien a donc bien entendu les injonctions du FMI. Pour preuve, Sellal, le Premier ministre a annoncé : il faut « aller vers un nouveau modèle économique ».

« Aller vers un nouveau modèle économique » (Sellal)

Dans ce but, le Premier ministre a annoncé début mars qu'une Tripartite se tiendrait en juin. Cette annonce a été faite au grand étonnement de l'UGTA, même si S. Saïd, le patron de l'UGTA, a déclaré par la suite avoir été associé à cette décision. C'est dire que le gouvernement n'a pas le choix : le temps presse, et il faut aller vite quitte à brusquer (un peu) ses alliés...

Comme on le sait, ces « Tripartites » réunissent chaque année gouvernement, patronat et UGTA, dans le but d'associer étroitement la direction de l'UGTA aux décisions du pouvoir. Il s'agit d'affirmer le cadre de collaboration de classe, de « dialogue social », signature d'un régime bonapartiste qui vise à intégrer les organisations ouvrières dans un cadre corporatiste.

La tripartite qui vient aura de ce point de vue un caractère encore plus prononcé. Baptisée « Tripartite de la solidarité », elle aura pour fonction, toujours selon le Premier ministre, de mettre en œuvre ce « nouveau modèle économique », qui « fait actuellement l'objet d'examen », pour la période 2016-2019.

Un document devrait présenter dans les prochains jours ce « nouveau modèle », mais il est facile d'en imaginer les contours à la manière dont le responsable du FCE (organisation patronale), Haddad, l'a accueilli : « Nous avons milité pour un nouveau modèle économique qui place l'entreprise au cœur de toute politique économique publique ». Et d'ajouter dans la foulée qu'il fallait « revisiter » le système de retraites... Entre autres (voir plus loin).

C'est pourtant le moment qu'a choisi le secrétaire général du FFS de se déclarer partisan du « consensus national » précisant que « les Algériens sont capables de comprendre les défis du siècle, de les relever et les réussir. » (propos rapportés par El Watan du 2 avril). Il répond en cela à la demande de Sellal qui disait le 10 mars, à Annaba : « La mise en place d'un pacte de gouvernance économique est une urgence nationale pour faire face aux effets de la chute des prix du pétrole qui a durement affecté l'économie mondiale. Ce pacte est un ensemble de mesures audacieuses et courageuses pour booster la machine économique et relancer le secteur productif

national, seule alternative pour faire sortir le pays de la dépendance aux hydrocarbures ». Le même Sellal, au même moment, intimait à la section UGTA de El Hadjar l'ordre suivant : « il faut arrêter de faire grève ». Sans commentaire.

Pour mener cette politique et mettre en œuvre ce « pacte de gouvernance », le pouvoir doit en effet obtenir le silence, la collaboration des dirigeants. Mais il n'est pas sûr que le prolétariat et la jeunesse acceptent de se taire...

La nouvelle constitution adoptée le 7 février

C'est dans ce cadre que le congrès (APN + Sénat) a adopté la nouvelle constitution voulue par le pouvoir. Sur les 602 députés et sénateurs des deux chambres réunies, 85 ont boycotté (absents : FFS, MSP et FJD), 517 ont voté dont 499 pour, 2 contre et 16 se sont abstenus. Parmi les abstentionnistes (présents), on retrouve les députés du Parti des travailleurs. « Ce sont la situation sécuritaire, la guerre contre le baril du pétrole, la situation d'instabilité dans la région qui dictent les positions du PT », déclarait Louisa Hanoune (on remarquera au passage « la guerre contre le baril du pétrole »...). Une manière de faire savoir que le PT capitulait, tandis que les « redresseurs » (exclus du PT) indiquaient qu'ils voteraient oui.

Les journalistes commentent la cérémonie : « La levée des mains était tellement mécanique, les adversaires du projet de révision constitutionnelle étaient tellement minoritaires que le décor n'attendait qu'un prétexte pour virer en un spectacle kafkaïen. Mais Abdelkader Bensalah, président de séance, a bien pris le soin d'appeler au secours la glorieuse histoire révolutionnaire de l'Algérie. En effet, tambour battant, une troupe de la garde républicaine a entonné l'hymne national sous les applaudissements de toute la salle. A peine celui-ci achevé, « le jour historique » a pris fin. Décidément, autant l'histoire de la révision de la Constitution a été longue, autant le jour de son adoption a été court... ».

Le PT, qui a tant de fois affirmé se battre pour une Constituante, s'est lamentablement aplati pour finir par jouer le rôle que l'on attendait de lui : défendre « les intérêts de la nation » et les placer au-dessus des considérations « politiques et partisans ». Car sa participation à la mascarade signifie accepter le diktat du pouvoir. Sa présence au congrès le jour du vote-mascarade de la nouvelle constitution en dit long, alors que Louisa Hanoune déclarait un mois auparavant : « On introduit dans la Constitution l'amélioration du climat des affaires. C'est l'oligarchie qui l'a ramené (...) La lutte contre la corruption, c'est bien. Mais c'est un slogan ». Opportunément, à propos de l'affaire Sonatrach, elle questionnait : « Est-ce qu'on va ramener ou pas le traître (Chakib Khelil) ». Il se trouve que oui, mais le traître n'a pas été ramené mais est revenu de son plein gré. Nous allons voir dans quelles conditions.

Mais, auparavant, que dit cette constitution ? Tout y est : élections libres, séparation des pouvoirs, lutte contre la corruption, etc. Un concentré de vertus. « L'Algérie, qui amorce un tournant historique, est au rendez-vous avec une ère nouvelle et un renouveau républicain fort », a expliqué Sellal, ajoutant : « La révision de la Constitution se propose d'élargir les droits et libertés du citoyen, ancrer la démocratie pluraliste, conforter les fondements de l'Etat de droit et consolider l'indépendance de la justice dans notre pays. » Effectivement, cette « nouvelle constitution » a pour but de préparer les lendemains politiques exigés par la nouvelle situation de crise. Mais pour

préserver l'ordre établi et les privilèges.

Un pouvoir gangrené par la corruption

L'accueil réservé à Khelil, ancien ministre de l'énergie, de retour au pays début avril en dit long. Voilà ce proche de Bouteflika revenu avec les honneurs, accueilli avec chaleur trois ans après avoir dû fuir pour son implication dans le scandale Sonatrach et après que les poursuites judiciaires contre lui ont été suspendues pour « vice de procédure ».

A l'heure où ces lignes sont écrites, de nouvelles révélations (Panama Papers) concernant le ministre (actuel) de l'Industrie et des Mines, Bouchouareb, l'un des hommes forts du gouvernement, viennent confirmer que la gangrène de la corruption est installée à tous les échelons du pouvoir. Les personnalités les plus haut placées apparaissent somme toute comme de vrais délinquants, en regard de la loi algérienne elle-même qui interdit la sortie de capitaux.

Bouchouareb, pressenti pour devenir Premier ministre, reste le passage obligé des patrons français souhaitant s'implanter en Algérie, ce qu'auront sûrement à l'esprit Valls et Macron lors de leur voyage officiel à Alger les 9 et 10 avril prochains (qui fait suite à celui de Ayrault fin mars), alors que l'impérialisme français doit faire face à la concurrence de la Chine devenue le premier partenaire commercial de l'Algérie. Voilà qui explique les déclarations des « services du Premier ministre français » rapportées par le Figaro : « L'affaire Panama Papers n'a aucun impact sur la relation entre la France et l'Algérie qui revêt une dimension stratégique et qui doit même être encore plus forte au moment où nos deux pays font face au risque terroriste et aux crises régionales qui affectent leur sécurité ». On reste entre gens de bonne compagnie... terrorisme oblige.

Les affaires Sonatrach et Saipem, celles de l'Autoroute (Est-Ouest), de la banque Khalifa, des travaux entrepris à Constantine dans le cadre de l'événement « capitale de la culture arabe », et tant d'autres ont englouti des milliards en pots-de-vin, surfacturations, etc. Elles montrent que la corruption est inhérente à une économie maffieuse et tire ses subsides de la rente pétrolière accaparée par les cercles dirigeants. Ce qui permet de mieux comprendre la lutte féroce que se livrent les différents clans pour le pouvoir. On ne saurait y mettre un coup d'arrêt sans s'attaquer à ce pouvoir lui-même, à cet état parasitaire, et à mettre en avant les solutions du contrôle ouvrier.

Faire payer au prolétariat

La situation budgétaire, financière et économique impose au clan au pouvoir de faire payer la crise au prolétariat et à la jeunesse. Il faut réduire le déficit budgétaire par des coupes (qui ont déjà commencé, notamment dans les dépenses d'équipement pour 2016). Il va leur falloir poursuivre et approfondir la révision du système de subventions déjà engagée (voir notre article précédent) qui a déjà entraîné la hausse des prix de l'énergie (carburants, électricité, gaz). Il leur faut réduire encore les importations, recourir à l'ouverture de capital, voire à la privatisation totale de certaines entreprises publiques, avec ses conséquences en termes de licenciements massifs, « davantage faire appel à l'endettement pour financer les déficits », faciliter l'accès des investisseurs étrangers au marché algérien en « assouplissant » notamment ce qu'il reste de la règle 51/49 (voir CPS n° 51), etc.

En plus de la loi de Finances 2016 qui a commencé à produire ses effets, l'État algérien cherche à

réduire drastiquement les importations afin de limiter le déficit de la balance commerciale, car puiser dans les réserves de change devient extrêmement périlleux. Or l'Algérie importe quasiment tous ses produits de consommation, alimentaires (céréales, semoule et farine, produits laitiers), médicaments... Il faut donc exiger du prolétariat qu'il se serre davantage la ceinture, ce qui devient encore plus douloureux avec un dinar qui poursuit sa dévaluation face au dollar (son plus bas historique en mars) ce qui, automatiquement, se traduit par une baisse du pouvoir d'achat (les importations sont facturées en dollars). De plus, on a assisté à des hausses de prix de certains produits alimentaires jusqu'à 70 % début 2016. Pendant ce temps, on annonce que les dépenses militaires ont augmenté de plus de 5 % en 2015, et de 210 % entre 2006 et 2015. Combien de temps le pouvoir, ses complices, sa police, son armée pourront-ils faire accepter cette situation aux masses ?

La colère gronde

Les mouvements de grève et de manifestations ont tendance à se multiplier dans les différents secteurs. Voici ceux qui nous semblent les plus significatifs au cours du trimestre qui vient de s'écouler : ils en disent long sur l'état d'esprit des masses. L'année 2016 a commencé avec une grève massive des cheminots qui a paralysé totalement le réseau ferroviaire, suite à un accident mortel survenu à un passage à niveau.

Il faut à ce propos se souvenir que les cheminots s'étaient spontanément et massivement mis en grève en 2010, et avaient arraché satisfaction à leur revendication qui portait sur l'augmentation des salaires. Et qu'ils n'avaient pas cédé, alors que Saïd, secrétaire général de l'UGTA les appelait à « privilégier la voie du dialogue » et alors que la direction de la SNTF indiquait que « la situation financière de l'entreprise ne peut pas faire face à d'éventuelles augmentations demandées par les travailleurs ». Cette victoire, dans ces conditions, reste dans les mémoires.

Fin mars, les enseignants titulaires et vacataires ont entamé « une marche sur Alger » en partant de Bejaïa. Depuis début avril, ils sont en grève. Ces contractuels demandent leur intégration dans des postes permanents, ainsi que des augmentations de salaires. En poste depuis des années (depuis 15 ans pour certains), ils gagnent la moitié du salaire d'un enseignant (quand les salaires sont payés...). Ils restent déterminés malgré la répression dont ils sont l'objet.

Plusieurs organisations syndicales comme le Cnapest, qui a organisé une journée de grève en signe de soutien, l'UGTA, le Snapap, l'Unpef, le CLA (Conseil des lycées d'Alger) ont exprimé leur « soutien », le PT a envoyé deux de ses députés « exprimer leur solidarité ». Le ministère répète que « les portes du dialogue sont ouvertes »... et refuse de satisfaire ces revendications légitimes qui concernent l'ensemble de ces 25 000 contractuels.

Dans certaines villes (Bejaïa, Bouïra...), la grève est totale. Les autres catégories d'enseignants appellent un peu partout à des rassemblements en solidarité. La ministre menace maintenant de radier les grévistes, certains manifestants, empêchés de poursuivre leur marche sur Alger par la police, ayant engagé une grève de la faim, déterminés qu'ils sont à aller jusqu'au bout, au péril de leur vie. Les directions syndicales doivent appeler dans l'unité tous les contractuels à la grève, non seulement pour opposer au gouvernement la volonté unanime des enseignants de voir leur revendication satisfaite, mais aussi pour protéger les grévistes de la répression. Autrement, le terme

de « solidarité » resterait abstrait, voire un prétexte à ne rien faire. Au lieu de cela, en toute occasion, les directions (de l'UGTA et des autres syndicats) préfèrent parler de « culture du dialogue social »...

La rentrée a vu aussi des milliers d'étudiants de Tizi-Ouzou se mettre en grève et manifesté, malgré et contre la décision du gouvernement et de l'administration d'interdire toute activité politique et syndicale dans les universités (interdictions d'accès, agressions physiques, interpellations, poursuites judiciaires, recours au conseil de discipline, etc.). Les étudiants se sont également mobilisés contre les conditions de leur hébergement dans les cités universitaires, malgré la répression et les arrestations. Mais quelle politique faudrait-il mettre en avant ?

Sur quelle orientation combattre en Algérie ?

Les plans qui se préparent dans cette situation de crise qui s'aggrave sèment l'inquiétude parmi le prolétariat et la jeunesse, parmi les salariés du secteur privé comme du public. Le Figaro du 24 décembre 2015 titrait : « Le gouvernement algérien veut se séparer d'un million de fonctionnaires ». Parmi eux, les enseignants.

Le président du SNAPAP, premier syndicat indépendant du secteur, déclare : « Le pouvoir d'achat n'a pas cessé de dégringoler ces dernières années malgré les augmentations qu'on a arrachées avec une lutte acharnée. Mais, elles sont rattrapées par l'inflation. Si l'on ose comparer notre salaire actuel reconverti en euros, on ne retrouve même pas un tiers du salaire qu'on avait au début des années 1990. » Un tiers du salaire... Il ne fait aucun doute que le gouvernement souhaite réduire les postes de fonctionnaires. Et pour arriver à ses fins, il n'hésitera pas à utiliser l'intimidation et la matraque car les travailleurs ne peuvent accepter sans réagir la dégradation de leurs conditions d'existence. Le 22 mars dernier, la police a encerclé le siège du SNAPAP à Alger et arrêté une quarantaine d'enseignants contractuels. La police en a également interdit l'accès aux journalistes. Des enseignants ont été arrêtés dans différents endroits d'Alger. Telle est la réalité de la nouvelle constitution (Il y a tout juste un an, le 21 mars 2015, la police avait tabassé et arrêté des centaines d'enseignants). Mais après avoir dénoncé cette situation, que dit le SNAPAP ? « Déterminés à rester solidaires avec les enseignants contractuels, les aider et les soutenir dans leurs revendications légitimes, la CGATA et le SNAPAP interpellent l'opinion publique nationale et internationale à montrer plus de solidarité et d'engagement vis-à-vis du mouvement syndical autonome opprimé en Algérie. » (R. Malaoui, son président). Et à l'occasion de la Tripartite de 2015, son secrétaire général demandait au gouvernement : « à autoriser le SNAPAP, après 24 années de militantisme syndical, (...) à prendre part aux travaux de la prochaine tripartite en sa qualité de partenaire social jouissant d'une base syndicale représentative, large et diversifiée, pour exprimer son point de vue sur toutes les consultations et négociations avec le Gouvernement (...) » ; il ajoutait son « attachement (...) à l'ouverture du dialogue et de la concertation afin de permettre aux organismes syndicaux de prendre part à la prochaine tripartite (...) »

Bien sûr, la première chose, c'est de se prononcer contre la politique du gouvernement (loi des Finances 2016, nouvelle Constitution...). En conséquence, il faut aussi se prononcer aussi contre la Tripartite qui vise à créer les conditions de sa mise en œuvre. Par voie de conséquence, il faut combattre, au premier chef dans les organisations syndicales, l'UGTA et les syndicats autonomes, pour qu'elles cessent leur politique de recherche du « dialogue » avec le pouvoir.

Les travailleurs, cherchant eux à se mobiliser sur leur propre terrain de classe, constituent une menace pour le pouvoir. D'autant qu'ils renoueront par là avec les combats mener par le passé et qui ont conduit à une répression féroce. Tout leur rappelle la leçon des évènements de 1988 : « il faut au prolétariat, à la paysannerie, à la jeunesse d'Algérie un parti de classe, un parti ouvrier armé du programme et de la stratégie de la révolution prolétarienne ».

Voici en conclusion ce que l'on pouvait lire dans *Combattre pour le socialisme* en 1991 : « La population laborieuse n'a pas d'issue, quels que puissent être les flux et les reflux, en dehors de la construction du parti ouvrier qui fera de la classe ouvrière en soi une classe pour soi, qui revendiquera le pouvoir et luttera à la tête de la population laborieuse pour le prendre ; constituera l'État ouvrier. Certes, étant donné l'étape politique où en est l'Algérie, ce parti devra combattre pour les libertés démocratiques et la solution des tâches démocratiques (y compris celle de la réunion d'une Assemblée Nationale souveraine élue au suffrage universel). Mais ces revendications et la réalisation de ces tâches devront être intégrées à la lutte pour un gouvernement ouvrier et paysan, pour l'État et le pouvoir ouvrier ».

C'est sur cette orientation et dans cette bataille que se regroupent les militants révolutionnaires.

le 6 avril 2016

Contactez nous: maghrebsocialiste@free.fr